

# Didier Reynders

## «On doit sortir d'un débat caricatural»

Comme ministre des Affaires étrangères, Didier Reynders loue l'attitude du gouvernement Syriza pour la stabilité régionale. Il prévient que si la situation économique se détériorait encore, cela pourrait avoir des conséquences sur la stabilité des Balkans et sur la zone euro. Mais considère qu'un accord de financement ne peut pas être scellé à n'importe quel prix.

**INTERVIEW**  
**FRÉDÉRIC ROHART**  
À ATHÈNES

**D**idier Reynders venait d'atterrir à Athènes quand Alexis Tsipras annonçait, mercredi soir, qu'aucun accord ne pourrait être conclu avant le référendum de dimanche, et relançait avec vigueur la campagne pour le «grand non» au plan de réforme proposé par les créanciers. Le ministre belge des Affaires étrangères a rencontré la responsable des Politiques migratoires, Iasia Christodouloupoulou puis, hier matin, son homologue Nikos Kotzias – tous deux membres de la coalition de gauche radicale Syriza.

### Comment le contact passe-t-il aujourd'hui avec les membres du gouvernement Syriza?

En tant que ministres des Affaires étrangères, c'est notre rôle de garder le dialogue ouvert. On le fait partout dans le monde, ce serait un comble qu'on ne le fasse pas au niveau européen. J'ai eu depuis le début un assez bon contact avec mon collègue grec. La première discussion qu'on a eu portait sur la situation en Ukraine; à l'époque, tout le monde se demandait s'il n'y avait pas un risque de voir une défection de la Grèce dans le débat sur les sanctions à la Russie. Nikos a tout de suite confirmé son soutien à la position européenne. C'est un des sujets sur lesquels on a vraiment développé la même philosophie: on doit trouver une solution à court terme par des sanctions, des pressions, mais on doit aussi garder à l'esprit que dans le moyen-long terme il faut une relation qui soit le plus possible de confiance. Il faut chercher comment garder une relation avec un voisin important avec lequel on doit débattre de la situation en Syrie, en Irak, du nucléaire iranien...

**Le Premier ministre Tsipras a tout de même entretenu une certaine ambiguïté ces derniers mois sur la nature de sa relation avec Vladimir Poutine...**  
Le problème c'est que dans les visites officielles du Premier ministre, chacun interprète. Beaucoup se sont dit que probablement il y a une volonté dans son

chef de montrer qu'il a d'autres portes de sortie que l'Union européenne. Mais dans les décisions prises au niveau des ministres européens des Affaires étrangères, j'ai constaté que mon collègue s'inscrit tout à fait dans la logique européenne. Les Grecs ont d'ailleurs fait passer des messages très clairs à la Russie: Marioupol, où il y a une très forte communauté grecque, c'est la ligne rouge. En Europe, c'est normal qu'on ait des sensibilités différentes, mais à un moment donné, on doit avoir une position commune. Jusqu'à présent je n'ai pas vu de faille dans la position de mon collègue grec.

### Sur le plan diplomatique, le gouvernement grec actuel fait la différence dans la région?

Mon collègue en tout cas fait bouger les lignes, essaye de le faire. On doit continuer à avancer sur beaucoup de dossiers. Dans l'Ancienne république yougoslave de Macédoine, il y a un débat depuis longtemps sur le nom à trouver et sur les accords à trouver avec les différents partenaires. Il est allé à Skopje, il est allé à Sofia pour adopter onze mesures de reconstruction de la confiance. C'est un symbole très fort. Je pense qu'ils sont dans une vraie volonté de trouver une solution. Même chose sur Chypre: il y a

une vraie volonté de la part du ministre d'être en contact avec les autorités turques et de voir comment on peut encourager une solution. Quel que soit le partenaire grec à l'avenir, j'espère qu'on peut garder cette logique de voir la Grèce tenter de trouver des solutions dans les Balkans, à Chypre.

### La Grèce détient certaines clés pour la stabilité de la région. Mais vu la tournure qu'ont pris les négociations sur l'accord réformes contre liquidités, on arrive à un point où la Grèce elle-même pose un problème d'instabilité...

Comme ministre des Finances, j'ai subi de plein fouet la crise des dettes souveraines, j'ai un peu d'expérience... Et je pense qu'on doit sortir d'un débat caricatural, où certains prédisent une catastrophe à l'échelle mondiale si la Grèce devait sortir de la zone euro et où j'en-

tends parfois dire «ça n'aura aucun impact» chez nous.

### Des responsables européens – à Berlin, à Paris – disent que la crise grecque n'aura pas d'impact économique pour le reste de la zone euro, vous n'êtes pas d'accord?

On ne peut pas dire que ça n'aura pas d'effet, c'est d'abord un problème de confiance. Dire que quoi qu'il arrive ça n'aura pas d'effet chez nous, ça n'est pas vrai parce que c'est d'abord un problème de confiance. Ça peut per-

turber le processus d'investissement et de relance de l'activité. Je plaide pour que dans les prochaines années on avance dans les Balkans, que dans les dix à quinze prochaines années, on ait des pays de cette région qui entrent dans l'Union européenne, dans l'Otan. Bien entendu que si la Grèce avait un problème, ça pourrait déstabiliser la situation dans les Balkans. La Grèce est le premier investisseur dans un certain nombre de pays de la région. Si la Grèce était déstabilisée, ça aurait un impact aussi sur l'ensemble des pays de la région, et par hypothèse aussi de la zone euro. On a pris des mesures ces dernières années qui permettent de limiter l'impact, mais de croire que ça n'aura aucun effet ça n'est pas vrai. C'est aussi pour ça qu'on fait des efforts: c'est pour aider la Grèce et le peuple grec, mais aussi pour des raisons systémiques quelle que soit l'ampleur de la répercussion sur le système. Ça ne veut pas dire qu'on doit faire un accord à tout prix: il faut une volonté.

### Contrairement à d'autres responsables européens, vous refusez de prendre position dans la campagne référendaire, de soutenir une consigne de vote, pourquoi?

Je pense qu'il n'appartient pas à un ministre belge des Affaires étrangères de se prononcer sur une élection, un référendum en Grèce.

**«Si le 'non' l'emporte, ça ne va pas se régler en 24 h: il n'y a plus de plan. Il faudra rediscuter un plan complet pour la Grèce.»**

### LES PHRASES CLÉS

«Sur le plan diplomatique, mon collègue grec fait bouger les lignes. J'espère que l'on pourra garder cette logique.»

«Si la Grèce a un problème, ça peut déstabiliser la situation dans les Balkans.»

«Dire que quoi qu'il arrive, ça n'aura pas d'effet [sur notre économie], ça n'est pas vrai, parce que c'est d'abord un problème de confiance.»

«Je n'ai pas le sentiment de devoir m'exprimer sur le référendum grec.»

«Si on veut que tous les Européens [s'impliquent dans la campagne], alors il faut organiser une Europe politique.»

## Guerre des nerfs entre Athènes et l'Europe

**Tandem franco-allemand grippé, propos contradictoires sur l'avenir de la Grèce dans la zone euro... Les négociations rythmées ont fait place à l'attente.**

VINCENT GEORIS

**A** trois jours du référendum, la Grèce et ses créanciers semblaient figés dans leur bras de fer, sans que rien ni personne ne puisse les réconcilier. Le ministre grec

des Finances Yanis Varoufakis a joué la surenchère dans la dramatisation en annonçant hier qu'il démissionnerait en cas de victoire du «oui». «Je ne serai pas celui qui signera un autre semblant d'accord sur le modèle du précédent. (...) Je préfère me casser une jambe», a-t-il dit.

Les négociations sont au point mort. Du côté de la Commission européenne, c'est le black-out. Plus rien ne filtre. Margaritis Schinas, le porte-parole en chef, s'est borné hier à faire référence au dernier discours de Jean-Claude Juncker, dans lequel le

Président de la Commission européenne dit qu'*«un non de la Grèce serait un non à l'Europe»*. M. Schinas n'en dira pas plus avant lundi. Les jours prochains, il sera *«en Grèce pour participer au référendum»*.

Que se passera-t-il lundi matin? Si le «oui» l'emporte, le président de l'Eurogroupe Jeroen Dijsselbloem est persuadé que les négociations pour sauver la Grèce pourront redémarrer. Si le «non» sort des urnes, M. Dijsselbloem estime que la Grèce risque de *«n'avoir plus aucune place dans la zone euro»*.

Le gouvernement grec ne l'entend pas de cette oreille. Pour Yanis Varoufakis, la sortie de la Grèce de la zone euro est tout à fait impensable. *«L'union monétaire est irréversible»*, a-t-il dit. De toute façon, selon lui, la Grèce n'a plus les moyens de battre son ancienne monnaie. En 2000, un an avant l'introduction de l'euro, le pays s'est débarrassé des presses permettant d'imprimer la drachme.

La chancelière allemande Angela Merkel est restée évasive quant à l'issue du référendum. Tout au plus a-t-elle estimé hier que des nouvelles négociations seront toujours possibles *«après le référendum»*. Comme de coutume, elle a confié au soin à un membre de son gouvernement de tracer la ligne rouge. Le ministre allemand de l'Économie Sigmar Gabriel a ainsi dit hier qu'un «non» de la Grèce dimanche signifierait un «non» à la zone euro.

La fermeté de Berlin n'est pas partagée par tous les États européens. Le moteur

franco-allemand commence même à se gripper sur ce dossier. *«La France comme la Commission européenne étaient partisans d'un accord de dernière minute mercredi»*, dit une source de l'Union européenne. Mais l'Allemagne, adepte d'une méthode de négociations stricte, les aurait empêchés de continuer sur cette voie.

L'intransigeance d'Angela Merkel, à la tête de la coalition des États les plus exigeants envers la Grèce, pourrait lui coûter en cas de victoire du «non», et encore plus cher si la Grèce est poussée hors de la zone euro. Le président français François Hollande table quant à lui sur un rôle de médiateur, qui pourrait le rendre incontournable en cas d'aggravation de la crise.

Dans ce contexte, le FMI a ajouté de la tension hier en estimant que la Grèce aurait besoin de 36 milliards d'euros supplémentaires de l'Union européenne dans les trois prochaines années.

**Le président de la république française, le vice-Chancelier allemand, le président du conseil italien ont-ils tort de prendre parti dans cette campagne?**

Chacun assume sa responsabilité comme il l'entend. Ce n'est pas mon sentiment de devoir m'exprimer sur la situation du référendum grec. Si on veut que tous les Européens s'expriment sur une situation, alors il faut organiser une Europe politique. Le jour où il y aura un référendum européen, je m'exprimerai évidemment sur ce référendum. Le jour où il y aura une élection réellement européenne – où on vote vraiment pour des candidats qui se présentent sur l'ensemble de l'Union – alors on pourra demander à chacun de s'exprimer.

**Dans le cas d'espèce, vous voyez un problème de légitimité à ce référendum?**

Si un même type de référendum avait eu lieu hors Union européenne, on aurait dit que ça n'était pas très démocratique... En huit jours, demander à la population de s'exprimer sur deux textes qui ne sont même pas vraiment à disposition et qui sont très complexes... Un référendum ça ne se fait pas en huit jours. Et puis je trouve surprenant qu'un Premier ministre convoque la population pour dire «non». C'est presque une première mondiale.

**Il le conçoit comme une manière de renforcer sa position de négociation...**

Il le conçoit comme il veut, mais je ne crois pas que ce soit ce qui va se passer. Si c'est «oui», c'est possible qu'il y ait une crise politique. Mais si c'est «non», ça ne va pas se régler en 24 heures.

**Un accord dans les jours qui suivent le référendum ne serait pas possible?**

Non parce qu'il n'y a plus de plan. Il faut rediscuter un plan complet pour la Grèce. On ne peut pas comme ça balayer de la table tous les éléments de discussion, dire «ça n'est pas grave, on fait défaut», et puis croire qu'en 24 h tout va se rétablir. Or quel que soit le gouvernement, on discute avec un pays, avec la population d'un pays, et la situation se dégrade: il n'y a pas beaucoup de trafic à Athènes, les gens n'ont plus d'argent pour remplir le réservoir de leur voiture, les autorités grecques le disent elles-mêmes... La situation est dramatique. Il faut recréer un rapport de confiance. Il faut que les Européens puissent faire des efforts, restructurer la façon de gérer la dette.

Mais il faut pour cela que les autorités grecques avancent dans les réformes. Nous sommes prêts à apporter de l'assistance technique. J'ai fait voter à la Chambre le traité sur l'échange d'informations bancaires: si la Grèce nous demande des informations sur des comptes bancaires détenus par des Grecs en Belgique on communique. Maintenant il faut qu'ils le fassent, il ne suffit pas de le dire. Or pour l'instant, par défaut de fonctionnement de l'administration, par inexpérience peut-être de certains responsables, ça ne se fait pas. Syriza peut avoir un autre programme que le gouvernement précédent, mais il doit mettre en œuvre son programme. S'il veut lutter contre la corruption, taxer les revenus plus élevés, qu'il le fasse: c'est son choix, ce n'est pas à nous à dicter le contenu du programme. On n'a pas besoin

de l'accord de l'Union européenne pour lutter contre la corruption. Je ne vois pas pourquoi on devrait attendre l'accord de l'Union européenne pour réformer le système fiscal.

**Un problème clé entre Athènes et ses créanciers, c'est la confiance: comment en recréer lundi?**

C'est un problème central. J'ai un collègue allemand qui est sur beaucoup d'affiches ici (Wolfgang Schäuble, NDLR), avec le slogan «ils nous sucent le sang, votez non». C'est as-

sez rare que dans un pays à l'occasion d'un référendum, on s'en prenne à un ministre des Finances d'un autre pays, ça montre l'ampleur du problème. Ce n'est pas du noir et blanc: les responsabilités sont partagées. De part et d'autre on en est venu à prendre sans arrêt un bouc émissaire... À nous de recréer des situations de confiance.

**Le gouvernement grec demande un nouveau plan d'aide, vous dites que les créanciers peuvent aller plus loin dans l'aide à condition que des réformes soient mises en œuvre. Est-ce que les deux choses – aide à long terme et plan de réformes – peuvent être convenues simultanément?**

Ce qui peut se faire rapidement, ce sont des mesures d'urgence. En peu de temps, une situation de compétitivité et de finances publiques peut se détériorer considérablement. Les difficultés du secteur bancaire peuvent avoir des conséquences lourdes en très peu de temps. Il y a peut-être des mesures d'urgence à prendre dans les jours qui suivent le référendum, mais pour le reste il faudra un équilibre, des mesures de soutien si on peut les négocier avec un vrai plan de réformes en Grèce.

**On dit beaucoup, notamment ici en Grèce, que les deux premiers plans de rigueur ont appauvri les Grecs parce qu'ils étaient mal conçus. D'autres disent au contraire que c'est parce qu'ils n'ont pas été pleinement mis en œuvre qu'ils n'ont pas produit les effets escomptés...**

Il y a un peu des deux. La conception n'a pas été exclusivement hors Grèce: elle a été négociée avec la Grèce, donc il faut que les autorités grecques assument aussi la responsabilité du contenu des plans. Et effectivement il y a un énorme problème de mise en œuvre. Ça fait des années qu'on se demande pourquoi la collecte de l'impôt ne se fait pas correctement. Et ce n'est pas parce que des experts, paraît-il, viennent faire des rapports pour le Parlement grec qu'on va changer d'attitude...

**Vous parlez d'un groupe d'experts internationaux dirigé par le Belge Eric Toussein et qui considère que la dette grecque n'est pas légitime...**

Ça me laisse assez indifférent quand je connais le discours qui est tenu de façon générale par le genre de personnages qui participent à ces opérations. Depuis des années en tout cas, il y a un vrai problème de collecte d'impôts en Grèce, et depuis des années nous proposons avec d'autres de l'assistance technique, et chaque fois qu'on a pu, on améliore la situation. C'est ça le problème: améliorer la capacité de prélever les recettes venant des douanes etc. Maintenant je peux comprendre qu'il y ait des gens qui par idéologie ont envie de raconter une autre histoire. Le fait est que la responsabilité est partagée. Comment se fait-il que le Portugal arrive à progresser, à rembourser de manière anticipée sa dette et pas la Grèce? C'est une question qu'il va falloir analyser.